



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



La protection du
patrimoine culturel
subaquatique

5 MSP

UCH/15/5.MSP/INF4.1
jeudi 15 janvier 2015
Original : anglais

Distribution limitée

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE
ET LA CULTURE**

CONVENTION SUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL SUBAQUATIQUE

CONFÉRENCE DES ÉTATS PARTIES

Cinquième session
Paris, Siège de l'UNESCO, Salle XI
28 et 29 avril 2015

Point 4 de l'ordre du jour provisoire Document d'information 4.1

Rapport du Secrétariat

Ce document contient le Rapport du Secrétariat sur ses activités depuis la dernière session de la Conférence des États parties en mai 2013.

Rapport du Secrétariat

A. Réunions statutaires et ratifications

I. Réunions statutaires

La **quatrième réunion du Conseil consultatif scientifique et technique (STAB)** a été organisée par le Secrétariat le 30 mai 2013. La **cinquième réunion du STAB** a eu lieu le 11 juin 2014. Ces deux réunions se sont concentrées sur l'élaboration de matériel éducatif et l'accès du public au patrimoine.

Le **STAB a aussi assumé ses fonctions d'assistance** en 2014. Il a été invité par le Bureau de la Conférence des États parties à répondre à la demande du gouvernement d'Haïti d'évaluer un projet concernant la possible découverte de l'épave du ***Santa Maria***, vaisseau de Christophe Colomb. Après l'évaluation par le Conseil consultatif, le projet initialement proposé a été arrêté et une mission technique du Conseil consultatif a été envoyée en Haïti. Cette mission de recherche opérationnelle a rassemblé des informations démontrant que le site de l'épave supposée de la *Santa Maria* était en fait celui de l'épave d'un navire plus récent. Ainsi, un État partie de la Convention a obtenu une aide efficace, opportune et peu coûteuse sous la forme de conseils scientifiques de grande qualité. Un suivi de l'aide apportée à Haïti est prévu.

II. Ratifications

Les États parties ont fait de l'augmentation des ratifications de la Convention une priorité. De fait, les **ratifications** ont augmenté puisque nous pouvons compter quatre nouveaux États parties (Bahreïn, Guyana, Hongrie et Madagascar) depuis la dernière session de la Conférence des États parties. À cette fin, des réunions d'informations, ainsi que des réunions régionales et nationales, ont été organisées. Elles ont permis d'encourager les ratifications mais aussi de favoriser la mise en œuvre de la Convention. Une attention particulière a également été portée sur l'augmentation de la visibilité de la Convention, notamment grâce aux présentations faites au siège des Nations Unies à New York et lors de la réunion des Nations Unies aux Samoa sur les petits États insulaires en développement (en septembre 2014).

Une réunion d'information pour les Délégations permanentes et les Ambassadeurs, organisée le 10 juin 2014 au siège de l'UNESCO, s'est concentrée sur la promotion de la ratification, sur le STAB et sur sa contribution à la mise en œuvre de la Convention de 2001.

III. Réunions régionales et nationales

- **L'atelier régional sur les Législations du Patrimoine culturel aux Caraïbes** (25-27 juin 2013, Saint-Kitts-et-Nevis), financé par l'Espagne, était consacré au développement, à l'harmonisation et à l'adaptation des lois nationales visant à protéger le patrimoine culturel subaquatique. Le ministre de la Culture de Saint-Kitts et-Nevis, des représentants de plusieurs États de la région et des experts juridiques internationaux étaient présents. Cet atelier a donné lieu à l'adoption de la **Loi modèle de l'UNESCO pour la protection du patrimoine culturel**, qui sert d'exemple aux États souhaitant mieux protéger leur patrimoine culturel et en particulier leur patrimoine culturel subaquatique. Elle s'appuie sur la Convention de 2001 et sur d'autres instruments et textes juridiques.
- **La réunion ministérielle régionale de l'UNESCO à Lima pour la région Amérique latine et Caraïbes** (16 et 17 octobre 2013, Lima, Pérou), financée par l'Espagne, a rassemblé 9 ministres de la Culture et des représentants de haut niveau du secteur culturel, originaires de nombreux pays de la région Amérique latine et Caraïbes. Le renforcement des capacités, la protection et la facilitation de la recherche étaient parmi les questions abordées. La réunion a recommandé une augmentation de la ratification dans la région et

la création d'un comité directeur régional pour aider à la ratification et à la mise en œuvre de la Convention de 2001, ainsi qu'au développement de l'archéologie subaquatique.

- La **première réunion régionale de l'UNESCO pour l'Afrique** (11 et 12 décembre 2013 à Yénagoa, Nigéria), financée par l'Espagne. Des représentants de 12 pays africains et des experts internationaux y ont assisté. Cette réunion a donné lieu, entre autres, au Plan d'action africain pour la sauvegarde du patrimoine culturel subaquatique. Suite à cette réunion, une **deuxième réunion régionale de l'UNESCO pour l'Afrique** a été convenue, elle se tiendra à Malindi, au Kenya, en mars 2015.
- La **réunion du comité directeur de l'UNESCO pour la région Amérique latine et Caraïbes aux Bahamas** (16-18 juillet 2014), financée par l'Espagne, fait suite à la réunion ministérielle de Lima en 2013. Le Premier Ministre, plusieurs ministres et représentants de 16 États de la région et des experts internationaux étaient présents. La réunion a recommandé d'adopter largement la Loi type de l'UNESCO pour la protection du patrimoine culturel, de créer une base de données régionales des sites du patrimoine culturel subaquatique, de mettre en place un réseau régional des organisations et autorités compétentes et d'organiser des sessions de formation sur l'application de la loi et la protection des sites.
- La **réunion des Nations Unies sur le Patrimoine culturel et le développement durable dans les PEID** (21 avril 2014 aux Nations Unies à New York). Elle a mis en avant l'importance du patrimoine culturel subaquatique pour le développement durable des PEID, ainsi que son rôle pour le milieu océanique.
- La **troisième Conférence des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement** (Apia, Samoa, 1-4 septembre 2014). Dans ce cadre ont été organisés, entre autres, une journée de formation, un événement destiné aux jeunes, une réunion intergouvernementale sur le patrimoine culturel subaquatique et un panel de discussion de haut niveau, en collaboration avec les chefs d'États de Tuvalu et de Palau, le Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques des Nations Unies et le vice-président de la Banque mondiale. Des représentants des gouvernements des PEID, des experts et des ONG y ont assisté. Un **nouveau groupe opérationnel pour la région Pacifique** a été créé.

Les deux évènements qui précèdent étaient associés à l'Année internationale des PEID.

- La **réunion régionale de l'UNESCO pour le sud-est de la Méditerranée** (30 septembre-1^{er} octobre 2014, Centre international de catégorie 2 d'archéologie subaquatique de Zadar, Croatie). Des représentants de 14 États étaient présents. Il en a résulté la **proposition de création d'une équipe opérationnelle** pour intervenir sur les sites du patrimoine subaquatique, et la décision de faciliter encore plus rigoureusement l'accès du public au patrimoine subaquatique.
- La **réunion nationale uruguayenne** (Montevideo, Uruguay, juillet 2014), organisée par le bureau de l'UNESCO à Montevideo en collaboration avec le Siège et financée par l'Espagne.

IV. Participation à des réunions

Afin de renforcer sa visibilité et d'augmenter les ratifications, le Secrétariat de la Convention de 2001 a présenté la Convention de 2001 lors des réunions suivantes :

- La réunion de haut niveau de l'UE sur le tourisme, à Athènes les 10 et 11 mars 2014, rassemblant des ministres du Tourisme des États membres de l'UE et les directeurs généraux de la Commission européenne.
- L'atelier du ministère allemand des Affaires étrangères sur la Convention de 2001, qui s'est tenu les 22 et 23 septembre 2014 à Berlin.
- La réunion nationale chinoise, à Ningbo, rassemblant des experts chinois et internationaux. Elle allait de pair avec l'inauguration d'un nouveau musée du patrimoine culturel subaquatique et d'une base du patrimoine.
- La réunion nationale australienne "Vers la ratification" de la Convention de 2001 (4-6 octobre 2013)

B. Sensibilisation, éducation, assistance scientifique

Il faut sensibiliser et éduquer pour accroître l'acceptation de la Convention et augmenter le soutien du public à la protection du patrimoine culturel subaquatique. Il est donc nécessaire de toucher largement la communauté scientifique. De nombreuses actions ont été entreprises, des illuminations sur les sites du patrimoine aux conférences et publications scientifiques en passant par des applications sur iPad pour les enfants et un manuel pour les enseignants.

I. Évènements publics

L'objectif premier des activités de sensibilisation était d'impliquer directement le public grâce à des événements, des actions publiques et l'exposition du patrimoine dans des espaces publics.

En application de la décision de la Conférence des États parties (Résolution 4/MSP 4 paragraphe 14), une importante **conférence scientifique et un événement commémoratif** ont été organisés à Bruges, en Belgique (26-28 juin 2014) à l'occasion du Centenaire de la Première Guerre mondiale, avec le soutien logistique et financier du Gouvernement de Flandre, Belgique.

Des activités complémentaires de sensibilisation du public ont été organisées, parmi lesquelles une **journée de plongée pour la paix** et un **appel aux navires** à lancer un signal de soutien aux objectifs de l'UNESCO (ces deux événements ont eu lieu le 28 juin 2014), ainsi que l'élaboration d'un manuel destiné aux enseignants, pour l'éducation à la paix et la protection du patrimoine culturel subaquatique.

Une grande **illumination dans la ville**, ouverte au public, sur le thème du patrimoine culturel subaquatique de la Première Guerre mondiale, a été organisée à Bruges en juin 2014 et a accueilli des milliers de spectateurs.

II. Éducation

Le Secrétariat a produit les outils suivants :

- Une **application sur iPad/Android** pour sensibiliser les jeunes. Financée par l'Espagne, cette application pour smartphones et tablettes est conçue pour toucher les jeunes de manière informelle.
- Un **kit pédagogique sur le patrimoine et la réconciliation** qui vise à intégrer le patrimoine culturel subaquatique de la Première Guerre mondiale dans l'éducation à la paix. Il comprend une brochure, deux films et un manuel pour les enseignants.

III. Sensibilisation de la communauté scientifique

Dans l'accroissement du soutien à la Convention, la communauté scientifique est un partenaire majeur, mais aussi un bénéficiaire. Plusieurs événements scientifiques ont été organisés, un

réseau universitaire, lancé en 2012, a été soutenu, de même que le Centre international d'archéologie subaquatique de Zadar (Croatie). Les événements suivants ont aussi permis de sensibiliser le public.

a. Conférences scientifiques

Une importante **Conférence scientifique sur le patrimoine culturel subaquatique de la Première Guerre mondiale** a été organisée à Bruges, en Belgique (26-28 juin 2014) à l'occasion du Centenaire de la Première Guerre mondiale, en présence d'environ 150 experts et délégués (voir plus haut, Événements publics). Une **Publication sur le patrimoine culturel subaquatique de la Première Guerre mondiale** a en outre été élaborée, elle inclut les discussions de la Conférence de Bruges sur ce sujet.

Une **Conférence sur le patrimoine culturel subaquatique de la région Asie et Pacifique** (Honolulu, 12-16 mai 2014) a été co-organisée à l'occasion de l'Année internationale des PEID. Elle a été animée par le Programme marin de l'université d'Hawaï et par la Fondation nationale des sanctuaires marins. L'UNESCO a permis la participation d'experts des PEID à cette conférence et a dirigé une session.

b. Coopération universitaire (UNITWIN)

La deuxième réunion du réseau UNITWIN a eu lieu à Kemer, en Turquie, en mai 2014, et la troisième s'y déroulera en mai 2015. Des représentants des neuf universités formant le réseau ont assisté à la deuxième réunion. Les nouveaux membres, venus de Pologne, du Japon, de Chypre et d'Allemagne, étaient présents. Lors de la deuxième réunion, un nouveau centre de formation à l'archéologie subaquatique a été inauguré à l'université de Selçuk. Il permettra au réseau d'organiser et de mener des activités de formation et de recherche. Récemment, le centre a été équipé d'un navire de recherche, le Selçuk-1, qui met à disposition des moyens opérationnels pour les opérations de formation et de recherche.

Une première session de formation sera conduite par le réseau dans les pays africains en mai 2015, dans le cadre de la Priorité Afrique.

c. Centre International d'archéologie subaquatique (Centre de catégorie II)

Le Centre international d'archéologie subaquatique est un centre UNESCO de catégorie 2 situé à Zadar, en Croatie, qui soutient les activités de recherche en archéologie subaquatique dans la région. Une nouvelle bibliothèque a été inaugurée et un musée du patrimoine culturel subaquatique est en construction dans une ancienne église. Le contrat du Centre doit être renouvelé et une évaluation est en cours. La question du renouvellement sera ensuite posée au Conseil d'administration de l'UNESCO. Le Centre a joué un rôle crucial dans l'organisation de la récente réunion régionale pour l'Europe du Sud-Est. Le contrat du directeur a été reconduit récemment.

C. Assistance pour la mise en œuvre de la Convention et renforcement des capacités.

En plusieurs occasions, les États parties ont identifié le renforcement des capacités comme une priorité. Il est important de permettre aux autorités nationales et aux professionnels du patrimoine de mettre en œuvre la Convention et de la faire appliquer largement. Malheureusement, à cause de restrictions budgétaires et d'un manque de personnel, seul quelques actions ont pu être effectuées. Elles ont été financées par des fonds extrabudgétaires.

I. Formations et matériaux

Les formations suivantes ont été dispensées :

- Une **deuxième formation préparatoire** co-organisée avec les autorités néerlandaises, du 17 novembre au 13 décembre 2014 à Saint-Eustache.
- Une **formation régionale pour l'Amérique du Sud** sur le patrimoine culturel subaquatique, financée par l'Espagne et organisée à Buenos Aires et Puerto Madryn, en Argentine, de novembre à décembre 2013, sous la direction de Dolores Elkin, membre du STAB. Dix étudiants sud-américains ont suivi cette formation d'un mois. Un réseau d'experts sud-américains du patrimoine culturel subaquatique a été créé.
- Un **atelier sur l'archéologie subaquatique pour les pays africains**, organisé par le réseau UNITWIN de l'UNESCO et coordonné par l'université de Selçuk, aura lieu du 6 au 17 mai 2015 à Kemer, en Turquie.

II. Culture et développement

Afin d'illustrer l'importance du patrimoine culturel subaquatique pour le développement et l'emploi, un nouveau projet financé par l'Espagne a été lancé par le bureau de l'UNESCO à La Havane. Il porte sur les épaves de la flotte de Cervera à Cuba. Ce projet vient à la suite de l'étude sur le patrimoine culturel subaquatique et le développement récemment élaborée par le Secrétariat de l'UNESCO.

D. Défis, actions correctives et leçons tirées

Le principal obstacle à la mise en œuvre efficace du programme reste le manque de ressources humaines et budgétaires. Un seul fonctionnaire au titre du Programme ordinaire est complètement rattaché au Secrétariat de la Convention de manière permanente.